



HAL
open science

De l'usage stratégique des petites îles de l'océan Indien par les grandes puissances depuis la Seconde Guerre mondiale

Jean-Louis Guébourg

► **To cite this version:**

Jean-Louis Guébourg. De l'usage stratégique des petites îles de l'océan Indien par les grandes puissances depuis la Seconde Guerre mondiale. *Revue historique de l'océan Indien*, 2005, Dynamiques dans et entre les îles du Sud-Ouest de l'océan Indien : XVIIIe-XXe siècle, 01, pp.373-382. hal-03412307

HAL Id: hal-03412307

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-03412307v1>

Submitted on 3 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De l'usage stratégique des petites îles de l'océan Indien par les grandes puissances depuis la Seconde Guerre mondiale

Jean-Louis Guébourg
Université de La Réunion

Sur les 78 millions de km² de l'océan Indien, les petites îles et archipels se regroupent sous une vingtaine d'unités¹, occupant une superficie de 30 000 km², soit une région moyenne française comme la Bourgogne. Elles ont été peuplées par auréoles concentriques du Nord vers le Sud ou des îles septentrionales proches des littoraux vers les îles plus méridionales de plein océan².

Ces îles appartiennent à des aires civilisatrices différentes, animistes pour les Mentawai, Andaman et Nicobar, bouddhistes puis musulmanes pour les Lakshadweep et les Maldives, swahili pour l'arc insulaire courant de Socotra à Nosy Bé ; enfin une aire européenne et chrétienne s'affirme dans les îles les plus méridionales et peuplées tardivement, comme les Mascareignes, Cocos ou Christmas. Depuis la pénétration européenne au XVI^e siècle, elles ont servi de point d'appui aux navigateurs, puis de relais aux compagnies commerciales avant de devenir, récemment, des nœuds géostratégiques. Comment ces îles, au gré des intérêts des grandes puissances, ont-elles été convoitées, occupées, abandonnées, réévaluées, telle une donne de bridge ? Quel rôle économique et politique jouent-elles aujourd'hui dans le jeu planétaire ?

I - DES SYSTÈMES COMMERCIAUX HISTORIQUES EMBRYONNAIRES

Ce sont les réseaux commerciaux antiques dont les emporiums sont définis et précisés par les récits de voyages comme celui du *Périple de la Mer Érythrée*³ (II^e siècle apr. J.-C.), aujourd'hui recouverts par l'océan, qui ont mis essentiellement en relation la côte occidentale indienne, l'Hadramaout et la Corne de l'Afrique jusqu'à Zanzibar.

Ce premier quadrilatère dont le trafic était fondé sur la mousson d'été (mai-juin) et d'hiver (décembre-février), mais aussi sur un cabotage permanent, a permis de jeter les bases d'un commerce échangeant toiles, tissus, épices indiennes contre plumes d'autruche, ivoire et esclaves bantou, l'encens étant une spécialité de l'Hadramaout et de Socotra.

1. Ce sont les archipel de Nias et des Mentawai (face à Sumatra), l'archipel des Andaman et Nicobar dans le golfe du Bengale, celui des Lakshadweep à 300 km du Kerala, les atolls maldiviens répartis inégalement de part et d'autre de l'équateur sur plus de 800 km, les îles Cocos et Christmas, expression occidentale australienne dans l'océan Indien, l'arc swahili comprenant les îles rattachées aux pays bordiers comme Socotra, Lamu, Zanzibar, Pemba, Mafia, Nosy Bé et l'archipel des Comores et enfin les Mascareignes avec les Seychelles, Maurice, Rodrigues et La Réunion.

2. Les îles proches des côtes, Lamu, Paté, Socotra, Andaman, Nicobar, Lakshadweep, Nias et Mentawai ont connu des peuplements qui datent de plusieurs milliers d'années av. J.-C., migrations mal connues formées d'Africains, d'Indiens, d'Australoïdes, de Protomalais, alors que les îles méridionales de plein océan restaient vides.

3. Ses auteurs y décrivent les ports de commerce entre la mer Rouge et l'Asie, quatre paragraphes concernent l'Afrique. La date est controversée, mais on s'accorde autour du II^e siècle apr. J.-C.

Après l'Hégire, la poussée musulmane facilite une expansion spatiale du système antique même si la technique de navigation ne s'est guère améliorée, que ce soit avec le boutre ou *dhow* et sa coque ventrue ou le *dhoni* maldivien à fond plat. Les persécutions religieuses musulmanes après le VII^e siècle ont relancé le peuplement des îles dans l'Afrique orientale méridionale. Lamu avec la dynastie omanaise en 692 et surtout les Comores avec l'arrivée au XIII^e siècle des Shiraziens (création de Domoni en 1274) sont, avec l'affirmation de Zanzibar, les points d'ancrage de cette expansion commerciale qui a pris une place majeure dans l'affirmation de la civilisation swahili, synthèse entre les savoirs bantou et arabes. Les établissements comoriens, notamment Mutsamudu et Moroni ou zanzibari, comme les cités portuaires de Lamu et Paté forment la première tête de pont du trafic d'esclaves, d'or, d'ivoire, de bovins qui proviennent de Madagascar via Nosy Bé ou de l'Afrique de l'Est par les trois pistes qui aboutissent à Bagamoyo puis à Zanzibar. La troisième étape c'est l'Hadramaout : on y échange les esclaves contre des armes et l'on y fait aiguade, surtout à Socotra où l'eau est excellente. Puis avec le vent arrière les boutres atteignent la côte indienne, notamment Mumbaï, pourvoyeur de toileries, et le Gujerat pour le sel. On revient avec la mousson d'hiver le long des côtes et, à partir du XII^e siècle, par les Maldives puis les Seychelles pour rallier les Comores et Nosy Bé. Ce commerce s'enfle jusqu'à l'arrivée des Portugais qui s'approprient les grandes routes maritimes et laissent aux Arabes les cabotages côtiers en boutre.

Les Portugais effleurent l'océan Indien à l'aube du XVI^e siècle ; ils cherchent quelques points d'appui à Mombasa, Socotra, Bombay, Diu ou Goa pour établir une nouvelle route des épices par Le Cap et ruiner la route traditionnelle de la soie et des épices dont Venise est le terme. Ils nomment et cartographient les Mascareignes qui doivent leur toponyme à Pedro Mascarenhas⁴ Agalega, les Amirantes baptisées en l'honneur de l'amiral Vasco de Gama lors de son deuxième voyage en Inde en 1502 et certaines îles Éparses comme Bassas da India⁵.

En revanche, les Hollandais, au cours du XVII^e siècle, puis les Français et les Anglais au XVIII^e siècle profitent des savoirs cartographiques portugais et de l'apport du chronomètre pour mieux cerner les longitudes. Ils précisent avec exactitude les contours insulaires, prennent possession des îles, mais également des principaux ports côtiers de l'océan Indien.

L'éviction des Français du continent indien au milieu du XVIII^e siècle et les défaites napoléoniennes relèguent la France dans le quart Sud-Ouest de l'océan, c'est-à-dire à La Réunion, aux Comores et à Madagascar et l'impérialisme britannique se déploie avec une première colonisation dans les îles et ports stratégiques, comme les Andaman en 1788, Maurice en 1811, Cocos et Christmas en 1827, Socotra en 1884 et Zanzibar en 1890. Ainsi, jusqu'en 1945, l'océan Indien demeure un espace britannique.

4. A. Pitot, dans *T'Eylandt Mauritius, Esquisses historiques (1598-1710), précédées d'une notice sur la découverte des Mascareignes* (Coignet frères et Cie, 1905, 372 p.) fait une mise au point sur cette dénomination. C'est la mappemonde officielle de Diogo Ribero en 1529 qui désigne, d'Ouest en Est, la première île, Mascarenhas, la seconde (Maurice) Santa Apollonia et la troisième (Rodrigues) Domingo Friz.

5. L'origine de Bassas da India provient, selon Decary, de Bayxo da Judia, en français, Banc de la Juive, écueil utilisé comme point de reconnaissance sur la route de Madagascar. Le toponyme évolue en Baxos de la India en 1542, Basse Juive en 1770, selon d'Après de Manneville, et Owen, en 1825, fixe le toponyme actuel.

II - L'OCÉAN INDIEN NOUVEL ENJEU STRATÉGIQUE MONDIAL

Les paradigmes de l'analyse stratégique classique

Cependant depuis le début du siècle, le monde n'est plus appréhendé en terme d'escalas maritimes et de points d'appuis militaires. Le politologue britannique Harold Mackinder (1861-1947), considéré comme l'un des théoriciens en géopolitique grâce à son célèbre paradigme d'opposition Terre-Mer sur le plan planétaire, influencé par l'épopée napoléonienne, essaie d'élaborer un premier système-monde exprimant la dualité des rapports de forces. Le globe compte 9/12 d'espaces maritimes ou « *Océan mondial* » et 3/12 de terres émergées dont 2/12 forment l'Eurasie ou « *île mondiale* » (*World Island*), le douzième restant se compose des Amériques et de l'Océanie. Cette « *île mondiale* » comporte une zone pivot, les terres centrales (*Heartland*) qui correspondent à la Russie d'Europe, la Sibérie, la Mongolie, l'Afghanistan et aux plateaux iraniens. C'est le plus vaste bassin du monde avec ses grands fleuves (Lena, Ob, Iénisseï, Volga) et il peut résister à toute invasion, sauf peut-être par le Danube. À partir de ces remarques, H. Mackinder formule le paradigme suivant : qui tient l'Europe orientale tient les terres centrales ; qui tient ces terres commande à « *l'île mondiale* » ; qui tient « *l'île mondiale* » tient le monde. Mackinder pense, sans le démontrer, que l'impérialisme britannique sur mer ne s'est maintenu que par la division des puissances terrestres car, selon son analyse, le réseau ferré terrestre est supérieur au réseau insulaire ou portuaire de la puissance maritime. Il écrit que le Royaume-Uni peut être condamné à terme et qu'en aucun cas il ne peut rester isolé.

Aux États-Unis dans la première moitié du XXe siècle, N. Spykman (1870-1943) a complété les théories du stratège anglais en y incorporant deux concepts nouveaux, la Ceinture Périphérique ou *Rimland* qui correspond sur le plan géographique à la bordure côtière de l'Eurasie et la zone tampon ou *buffer zone*, comme l'Afghanistan entre la Russie et la Grande Bretagne ou le Siam entre possessions anglaises et françaises. Il précise les propositions de Mackinder : « *qui contrôle les Rimlands gouverne l'Eurasie, qui gouverne l'Eurasie contrôle le Monde* ».

Ainsi, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la pensée stratégique dominante est la suivante : la maîtrise de « *l'île mondiale* » (Eurasie) par une grande puissance signifie, à terme, le contrôle du monde. Si nous traduisons puissance continentale par URSS et puissance maritime par États-Unis qui remplacent la Grande-Bretagne après 1945, l'opposition de la puissance maritime sur les *Rimlands* et les mers périphériques empêche l'hégémonie de la puissance continentale sur « *l'île mondiale* ».

L'amiral Alfred Mahan (1840-1914), au début du XXe siècle, et l'amiral français Raoul Castex, durant l'entre-deux-guerres, ont également repris le paradigme de H. Mackinder. Pour A. Mahan, la domination des mers est un gage de la domination du monde et l'expansion russe ne peut se faire que par les détroits européens, la mer de Chine ou le golfe Persique. Il incombe aux États-Unis d'endiguer cette expansion russe en cadennassant la ceinture océanique autour des *Rimlands*. Pour l'amiral américain, les propositions sont simples : qui tient l'Amérique du Nord tient les océans ; donc, qui tient les océans tient le monde.

R. Castex, entre 1929 et 1935, nuance ce propos et essaie de démontrer, «*qu'il n'y a pas de supériorité d'un élément sur l'autre et que l'issue du conflit, quand il se produit, n'est pas dictée d'avance*». Certains parlent du théorème de Castex selon lequel, «*la mer seule ne peut venir à bout de la terre*». Pour faire céder l'adversaire, il faut maîtriser les voies de communication maritimes, mais également l'attaquer sur terre. C'est ce que fait la Grande-Bretagne en 1815 à Waterloo et les États-Unis agissent de même en 1944, lors des débarquements en Afrique du Nord et en Normandie. Mais en analysant la victoire de la Grande-Bretagne sur Napoléon et celle des alliés sur l'Allemagne en 1945, ce sont la Russie pour Bonaparte et l'ouverture de deux fronts pour Hitler qui ont affaibli la puissance continentale. Par ailleurs, les débarquements en Sicile, comme en Normandie, ont failli échouer, donc la maîtrise de la mer n'est pas toujours déterminante et R. Castex insiste sur le fait que la puissance maritime doit affronter l'adversaire sur son terrain et disposer d'une énorme flotte aéronavale.

Ainsi en 1945, l'Union soviétique s'affirme comme maître du Heartland, du Pacifique au rideau de fer et, grâce à elle, les États-Unis ont relayé la Grande-Bretagne, affaiblie par la Seconde Guerre mondiale. L'arme nucléaire, américaine en 1945, puis soviétique en 1949, devenant européenne puis chinoise dans les années 1960, déplace les enjeux spatiaux dans les régions qui n'ont pas de sanctuaires nationaux protégés et exclut le *Rimland* d'Europe occidentale, défendu par les États-Unis comme celui d'Extrême-Orient protégé par l'URSS et la Chine. La maîtrise de cette ceinture formée par les pays bordiers de l'Eurasie et de l'océan Indien est devenue un enjeu planétaire. Pour dominer le monde, l'URSS doit accéder à la mer libre, donc à l'océan Indien, et les États-Unis tentent de l'en empêcher par divers moyens.

Les verrous de l'océan Indien, enjeu d'une lutte d'influence

Depuis le retrait britannique (déc. 1971), la maîtrise du *Rimland* océan Indien est devenue une rivalité essentielle entre Soviétiques et Nord-Américains. Cet affrontement se concentre sur les détroits qui donnent accès à l'océan Indien et les bases insulaires ou continentales qui permettent une intervention rapide sur les lieux présentant un intérêt économique.

Plusieurs voies d'accès maritime permettent de pénétrer dans l'océan Indien, notamment, le canal de Suez, fermé entre 1967 et 1975, et la mer Rouge par le détroit de Bab El-Mandeb tenu par les bases yéménito-soviétiques de Dahlak, de Périm, le port d'Aden et la base de Socotra. L'intérêt de la mer Rouge est double car elle permet une économie de parcours non négligeable pour les flottes américaine et soviétique, 24 000 km pour les États-Unis, 7 000 km pour l'URSS, via la Méditerranée orientale. Cependant la grande vulnérabilité du canal de Suez conduit Moscou et Washington à ne pas l'utiliser en cas de crise.

Par le Sud, la route du Cap s'est affirmée à la fermeture de Suez. Près de 30 % de l'*energy life line* qui s'élèvent à plus de 700 millions de tonnes ont pris cet itinéraire. Mais le Cap, éloigné de l'Antarctique, n'est pas une voie de passage protégée. Le canal de Mozambique et la position stratégique de Mayotte et des îles Éparses ne sont plus un passage obligatoire pour les pétroliers qui prennent la route à l'Est de Madagascar allongeant de 24 heures leur temps de navigation.

Si le détroit d'Ormuz et le golfe Persique ont un trafic journalier de 80 navires, la guerre Iran-Irak a diminué de moitié la fréquence des passages et depuis la guerre d'Irak (mars 2003), les difficultés pour évacuer le brut d'Irak restent un facteur primordial de l'augmentation actuelle du prix du brut.

L'Est de l'océan Indien est occupé par la mer d'Andaman tenue par les îles du même nom puis, entre la Malaisie et Sumatra, par le détroit de Malacca. D'une longueur de 800 km et d'une largeur variant entre 250 km et 64 km, voire 13 km entre l'île Riau et Singapour, sa profondeur minimale n'est pas inférieure à 12 mètres. Deux autres détroits permettent l'accès à l'océan, le détroit de Lombok (mer de Bali) et celui de la Sonde (307 km) entre Java et Sumatra ; parsemé d'îlots rocheux, la navigation y est difficile, cependant sa profondeur facilite le passage des sous-marins en plongée. Face à ces routes en territoire indonésien, celle du 8° parallèle, mer Rouge / Malacca, donne aux îles de l'océan Indien un rôle stratégique de premier ordre : la route maritime traverse les îles Maldives par le chenal du 8° et se glisse entre la Grande Nicobar et West Island au Nord de Sumatra.

L'affrontement Est-Ouest

À la fin des années 1960, les États-Unis prennent le relais de la présence britannique dans l'océan Indien, ce qui s'exprime par la location des Britanniques aux Nord-Américains des Chagos⁶, territoire mauricien soustrait à Port-Louis avant l'indépendance de 1968. En 1965, ce choix explicite bien la politique américaine qui préfère jouer un rôle de surveillance que de maîtrise de la mer.

À partir des années 1970, sous la houlette de Brejnev, toujours inspiré par les idées expansionnistes de l'amiral S. Gorchkov⁷, l'URSS se constitue une puissante flotte militaire avec pour objectif les mers chaudes, c'est-à-dire la conquête de quelques bases dans cette ceinture formée des États bordiers du Nord de l'océan Indien. L'URSS déploie rapidement des sous-marins nucléaires et sur des bases alliées, notamment Berbera, des bombardiers stratégiques. L'amiral Labrousse décrit cette période comme celle de « *la paix violente* » et insiste sur l'influence des Grands dans la gestion des crises des pays bordiers de l'océan Indien.

La fermeture du canal de Suez en 1967 conforte la volonté des Soviétiques de maintenir une présence permanente dans l'océan Indien qui se traduit, dès 1971, par la création du Soviet Indian Ocean Squadron (le SOVINDRON). En 1975 la réouverture du Canal qui raccourcit la distance parcourue par la flotte soviétique de la mer Noire à l'océan Indien de 5 300 km, réévalue la position de Moscou. Lors du conflit de l'Ogaden (1977-1978), l'Union soviétique détache plus de 20 navires en mer Rouge pour soutenir le régime éthiopien. Cette inversion d'alliances – Moscou choisit l'Éthiopie en novembre 1977 contre la Somalie – oblige les Soviétiques à évacuer l'excellent

6. En 1965, le gouvernement britannique propose l'indépendance aux Mauriciens s'ils leur laissent, en échange, les Chagos. En outre, Farquhar, Desroches et Aldabra, enlevées aux Seychelles, deviennent, avec les Chagos, territoires britanniques de l'océan Indien (BIOT).

7. Devant l'impuissance soviétique lors de l'implantation américaine à Diego Garcia, l'amiral Gorchkov, chef d'État-major de la marine soviétique à partir de 1956, fait prendre conscience aux dirigeants soviétiques du bien-fondé de la création d'une flotte efficace. Avec lui ressort le vieux paradigme de Spykman : contrôler les mers du Sud et encercler la Chine au moyen d'une alliance solide avec le Vietnam, qui fait partie des *Rimlands* méridionaux.

port de Berbera⁸ pour des bases moins commodes comme Dahlak ou Socotra qu'ils obtiennent d'Aden. Ainsi Socotra n'a ni port, ni aéroport digne de ce nom et les Soviétiques ne sont pas prêts à refaire les mêmes investissements qu'à Berbera.

Si, depuis 1978, l'Éthiopie est devenue le principal point d'appui politico-militaire pour les Russes, ceux-ci ont essayé de disposer d'autres bases non permanentes à Maputo (Mozambique), Port-Louis (Maurice), aux Seychelles où leurs navires font toujours escale. Mais Port-Louis comme Victoria acceptent également les présences française et américaine. Les Seychelles ont aussi récupéré, le 28 juin 1976, jour de leur indépendance, les îles dites extérieures formant le British Indian Ocean Territory (BIOT), Aldabra, Farquhar et Desroches. Par ailleurs, en 1982, un coup d'État fomenté contre le président socialiste, France Albert René, par des ressortissants sud-africains débarqués en charter touristique, a entraîné l'arrivée de deux bâtiments soviétiques.

Alors que Moscou élabore une stratégie de déploiement suite à la présence américaine à Diego Garcia et à North West Cape, des négociations de désarmement entre les deux grands aboutissent, en 1977-1978, à une première limitation des unités navales.

Mais en décembre 1979, l'invasion soviétique en Afghanistan, conjuguée au renversement du Chah en Iran, conduit Washington à durcir sa position⁹ dans l'océan Indien. Dans un message, désormais célèbre, le 23 janvier 1980, Carter se déclare « *prêt à utiliser la force militaire pour défendre ses intérêts vitaux* ». Cette doctrine Carter se traduit sur le terrain par un double objectif : endiguer l'expansion soviétique vers le Sud en favorisant une aide massive au Pakistan (3,2 milliards de \$ en septembre 1981) et assurer l'accès libre au pétrole du Moyen-Orient. En conséquence, il faut créer une force d'intervention rapide (Rapid Deployment Force, RDF), dont le cœur est formé par le 18^e corps aéroporté, soit 110 000 hommes dont 70 000 hommes de troupe.

Diego Garcia, (atoll des Chagos) espace britannique loué aux États-Unis et revendiqué par Maurice

Le problème majeur qui se pose au commandement américain est l'acheminement des troupes sur le théâtre des pays du Golfe. Il est impératif de prépositionner du matériel sur terre et sur mer. Cela implique des espaces logistiques sur les côtes : à Berbera (depuis 1978), Mombasa, Singapour, Darwin en Australie et à Diego Garcia, la meilleure position stratégique de l'océan Indien. Cette base se situe à 4 200 km au Nord-Ouest de l'Australie, à 3 300 km de Malacca et à 1 600 km de la pointe sud de l'Inde. En 1989-1990, Diego Garcia abrite 1 600 soldats américains et stocke les équipements de 16 000 marines. La guerre du Golfe, grâce à cette île, a démontré la capacité américaine à développer des forces efficaces sur un théâtre éloigné. Aujourd'hui cette place est largement confirmée puisque l'atoll offre une nouvelle piste de 4 km, contiguë à des équipements ultra sophistiqués avec des kilomètres de quai, un PC souterrain

8. Entre 1967 et 1977 l'URSS fait de Berbera une base équipée de l'océan Indien : modernisation du port, création d'une station radio et développement d'un programme d'irrigation.

9. Le *sea denial* ou politique d'interdiction maritime s'oppose au *sea control* ou maîtrise de la mer. Dans le cas du *sea denial*, la puissance continentale, en l'occurrence l'URSS, se contente d'empêcher les rivaux menaçant sa sécurité d'utiliser l'espace maritime. En revanche, une puissance maritime, comme les États-Unis, qui protège ses voies de communication, a pour objectif une maîtrise supérieure de la mer.

climatisé, des bassins en eau profonde pouvant accueillir des sous-marins nucléaires. Elle peut abriter 60 000 soldats, des porte-avions et des lance-missiles, c'est un atout majeur pour la nouvelle opération lancée vers l'Afghanistan par G. W. Bush dénommée « *Liberté Immuable* » depuis septembre 2001.

La France, puissance riveraine de l'océan Indien

La France occupe en tant que puissance riveraine, grâce à La Réunion, l'angle Sud-Ouest de cet océan. Exclue de la base de Diego Suarez (Madagascar) en 1973, elle a conservé la collectivité territoriale de Mayotte et son lagon en 1975 et elle a concentré ses forces (FASZOI) sur deux pôles. Le plus remarquable des deux, La Réunion, avec de solides infrastructures portuaires et aéroportuaires, surveille la route Ormuz-Le Cap, via le Mozambique ou celle qui emprunte l'Est de Madagascar, bien qu'elle allonge d'une journée la durée du trajet. Le second est l'enclave de Djibouti occupée depuis 1888. Elle accueille, aujourd'hui, 4 000 hommes, soit l'essentiel de la flotte de Diego Suarez rapatriée en 1973, ainsi qu'une dizaine de Mirages stationnés à l'aéroport d'Ambouli. Convoité par ses deux voisins, l'Éthiopie et la Somalie, l'espace djiboutien, par la présence des forces françaises, a su conserver une certaine stabilité que lui reconnaît la communauté internationale.

Mais si, présente depuis trois siècles, la France est mieux acceptée que les États-Unis ou la Russie, elle est confrontée à de fortes contestations territoriales des pays indépendants francophones. Maurice et Madagascar revendiquent, respectivement, les îles Europa et Tromelin, alors que la République des Comores soutenue par l'ONU et l'OUA, désire recouvrer le territoire mahorais, dont elle aurait été injustement amputée.

On pourrait penser que l'épisode mahorais, après vingt années de contestation comorienne, s'estomperait¹⁰. En effet, depuis 1990 l'ex-président de la RFIC, le débonnaire Mohamed Djohar, n'a jamais dénigré l'émigration anjouanaise vers Mayotte, un des rares bassins d'emplois stables de la région. Cependant, l'émigration trop forte des Anjouanais vers leur voisine, émigration sous-tendue par un fort croît démographique, a été brutalement stoppée en 1995 par le visa du Premier ministre Balladur. La même année, l'élection à la présidence d'un Grand Comorien, Mohamed Taki, succédant à deux chefs d'État anjouanais, a renforcé la rivalité entre Ngazidja et Ndzuani, au détriment de cette dernière. Les Anjouanais, sans tradition migratoire internationale très marquée comme les Grands Comoriens, se sont trouvés isolés dans leur île affectée d'une paupérisation croissante. La sécession anjouanaise du 3 août 1997, la demande de rattachement de l'île à la France ainsi que sa reconnaissance par l'OUA s'enraci-

10. En 1973, les Français chassés de Diego Suarez sont inquiets quant au devenir du statut réunionnais. Un lobby gaulliste autour de M. Debré et P. Messmer, évoque le maintien mahorais dans le giron français comme nouvelle base de la flotte française. Déroger à la sacro-sainte règle de l'intangibilité des frontières n'aurait pu être accepté auparavant. Cependant, V. Giscard d'Estaing et le ministre des DOM, O. Stirn, n'ont pas de telles convictions « *l'idée de la valeur stratégique du lagon mahorais pouvant contenir toute la flotte française* » fait son chemin. Au printemps 1975, la majorité parlementaire réclame à A. Abdallah des garanties pour Mayotte dans le cadre du référendum, qui devait accorder l'indépendance à l'archipel des Comores vers 1978. Ce dernier, mécontent, rentre aux Comores le 6 juillet 1975 et déclare unilatéralement l'indépendance. Ce procédé déplaît à la France qui retire tous ses ressortissants. Abdallah, isolé, subit le coup d'état d'Ali Soilih, le 3 août 1975 ; cette situation renforce la position du mouvement d'Adrien Giraud et de Marcel Henry, le MPM, qui se désolidarise de Moroni. La rupture consommée, la majorité des citoyens mahorais se déclare en faveur de la France en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; en leur octroyant un statut bâtarde de collectivité territoriale, puis de collectivité départementale, un imbroglio juridique, délicat à gérer, est créé.

ment dans ce contexte ce qui, somme toute, fragilise l'image française dans l'océan Indien. Aussi la France désire-t-elle jouer un rôle de modération dans un espace fortement convoité par des riverains puissants, comme l'Australie, présente par ses experts aux Seychelles ou à Maurice, et l'Afrique du Sud. Elle l'a fait avec brio quand il s'est agi de garantir la viabilité de micro-États, telle la RFIC en 1989¹¹ ou, plus récemment, quand il a fallu apporter une aide humanitaire à Madagascar ou au Mozambique.

Les organisations d'intégration régionale

De faibles superficies, malgré leurs zones économiques exclusives, les États insulaires ont compris, depuis les indépendances, l'intérêt de regroupements qui leur permettent d'appartenir à un espace plus vaste, valorisent leur image et facilitent leurs échanges économiques avec des partenaires privilégiés. La Communauté de l'océan Indien (COI) créée en 1982 par quatre pays francophones, Maurice, Seychelles, RFIC, Madagascar, puis rejointe par La Réunion en 1986, est une des premières fédérations insulaires qui perdurent aujourd'hui avec 16 millions de ressortissants et un impact économique limité sur le quart Sud-Ouest de l'océan Indien. Ainsi, depuis 20 ans, le bilan économique n'est guère fameux, la méfiance des uns et des autres, notamment de Maurice vis-à-vis de la France et de La Réunion, demeure le principal obstacle aux grands desseins qui auraient pu fleurir dans ce cadre¹². Ainsi les États bordiers et les îles de l'océan Indien ont suscité des associations plus larges pour réduire la pauvreté et relever le niveau économique des pays membres en intégrant peu ou prou la majorité des États en une union douanière régionale¹³. Cette vision plus unitaire a peu à peu absorbé les regroupements politiques à caractère plus restrictif comme la SADC (Communauté de développement des pays d'Afrique australe), l'IOR-ARC¹⁴, dont est exclue La Réunion, pour aboutir à une vaste fédération de libre-échange rassemblant les pays bordiers de l'Est Africain et les îles de l'Ouest et du centre du bassin india-océanique, le COMESA¹⁵. Fondé en 1994 par neuf états, cette fédération a édifié une première zone de libre-échange d'une vingtaine de membres en octobre 2000 qui devait mettre en place cette année une union douanière qui reste un vœu pieux. Ajoutons la CAO¹⁶ et l'IGAD¹⁷ (Autorité intergouvernementale pour le développement) dont l'action compte accélérer la politique commerciale entre les membres, en harmonie avec le COMESA et la SADC.

11. L'opération Oside (déc. 1989), lors de l'assassinat du président Ahmed Abdallah, permet aux troupes françaises de rétablir le calme dans la RFIC et d'arrêter le mercenaire Bob Denard; celui-ci revient en septembre 1995 libérer les fils du président et contribuer à la chute de Djohar.
12. La France contrairement à Maurice tient énormément à la COI, cependant cet organisme n'est pas comparable à un grand regroupement politique comme celui de la SADC. Ainsi la COI a un budget annuel de 330 000 euros alors que chaque État membre de la SADC débourse une cotisation annuelle de 500 000 \$.
13. Cela pourrait se comparer à l'Europe des Six, héritière de la CECA, Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, au début des années 1950.
14. L'Indian Ocean Association for Regional Cooperation comptait sept membres en 1995 et 14 en 1997, date à laquelle la France a demandé sans succès son intégration.
15. Djibouti, Égypte, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Soudan, Zambie et Zimbabwe sont les pays membres de cette zone de libre-échange ou Common Market for Eastern and Southern Africa (Comesa).
16. La Communauté de l'Afrique orientale est née en 1999 des cendres de la coopération est-africaine entre Tanzanie, Kenya et Ouganda. Le traité de 1999 prévoit la formation dans un délai proche d'une union douanière qui sera suivie d'un marché commun.
17. L'IGAD est un des blocs économiques régionaux en vertu du traité d'Abuja sous la houlette de l'OUA. À l'origine, son mandat était de lutter contre la sécheresse, la désertification et d'assurer la sécurité alimentaire. En 1996 ce mandat a été élargi au domaine politique économique et humanitaire. En 2004, l'IGAD se concentre sur l'harmonisation des politiques en matière de commerce et de transport, la suppression des barrières physiques et non physiques, les échanges, la prévention comme la gestion des conflits et la promotion de l'intégration économique régionale des États membres.

Trois axes d'intervention ont été retenus par ces institutions d'intégration régionale dans le cadre de l'OMC : ce sont l'intégration économique, la gestion des ressources naturelles et les réseaux visibles ou invisibles (transports et communications) avec des crédits de l'Union européenne qui s'élèvent à 223 millions d'euros. Le programme prévoit d'autres axes secondaires, notamment l'enseignement supérieur et la culture. Cependant, il semble que le principal bailleur de fonds, l'Union Européenne, ne veuille plus financer des groupes trop étroits comme la COI. Il faut pour ces États imaginer des espaces plus vastes et plus cohérents, surtout lorsqu'il s'agit d'États à caractère insulaire. Ainsi, entre l'Afrique du Sud, ses États satellites et l'Union indienne un espace insulaire territorial nouveau serait en voie de création. Il s'agit, à partir de la COI, d'associer les milieux insulaires à caractère commun comme les Maldives aux Seychelles ou l'arc swahili (Socotra, Lamu, Zanzibar, Mafia) à la RFIC et à Nosy Bé, les îles antarctiques étrangères aux TAAF, les Chagos sauf Diego Garcia et éventuellement Cocos à la ZEE mauricienne. Un vaste espace micro-insulaire de plus de 20 millions de km², que l'on pourrait dénommer Communauté insulaire du bassin india-océanique (CIBIO ou IOIC), gagnerait en poids économique et pourrait devenir une aire de transition entre les trois grands de l'océan Indien, Afrique du Sud, Australie, Inde, territoire dans lequel les universités malgaches, mauriciennes et réunionnaises auraient un rôle non négligeable à tenir.

En 1981, le journaliste P. Leymarié considérait l'océan Indien, recelant la majorité des champs pétrolifères mondiaux, comme « *le nouveau cœur du monde* ». Sans être comme l'Atlantique un océan du passé ou comme le Pacifique un espace porteur des espoirs planétaires, l'océan Indien reste un enjeu considérable pour les grandes puissances qui cherchent à éviter les manifestations excessives de turbulence politique. En effet, autour de la puissance régionale de l'Inde, il réunit le cœur énergétique, mais aussi religieux des pays arabes et les États musulmans de Malaisie et d'Indonésie dans lesquels l'expansion du réseau terroriste d'Oussama ben Laden peut s'épanouir sur l'ensemble des pays riverains de l'océan Indien et redonne à Diego Garcia, depuis les attentats de septembre 2001, un nouveau grand rôle dans l'appui logistique des interventions américaines sur l'Irak.

Océan Indien et Géopolitique

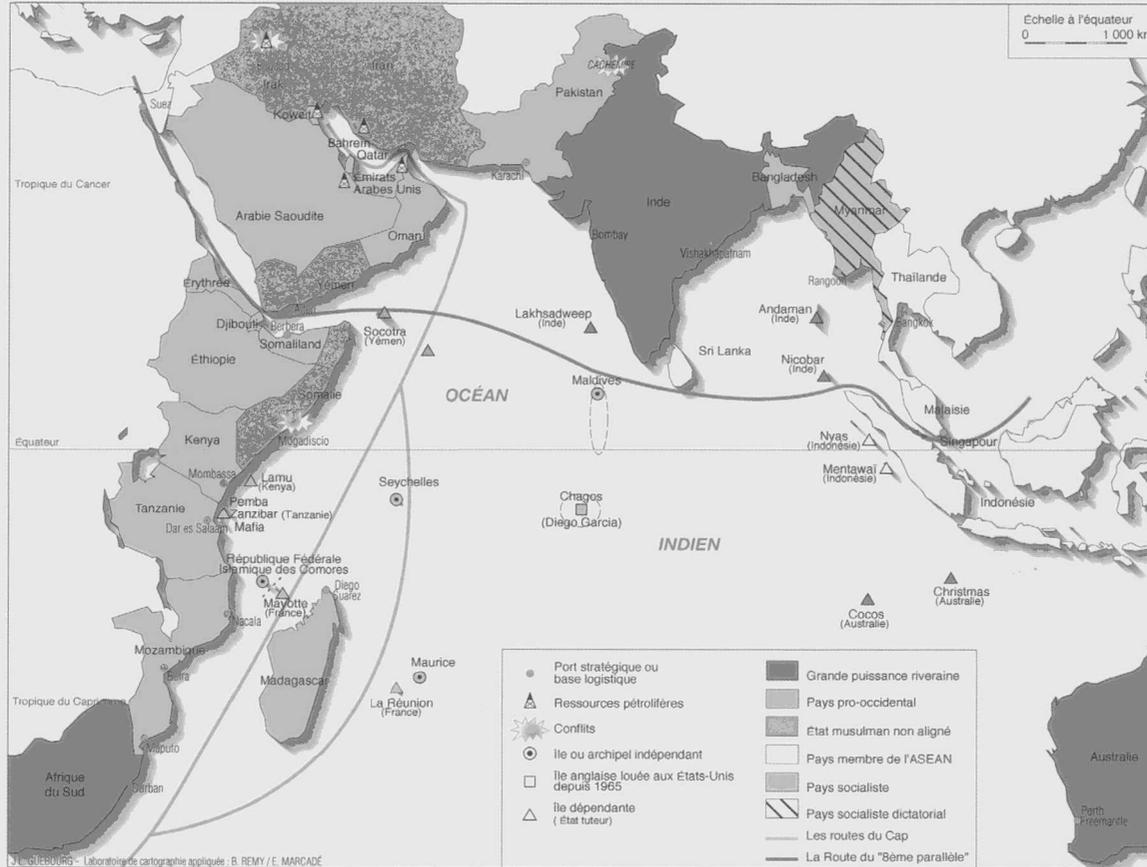


Fig. 1 Carte géopolitique de l'Océan Indien